



Vive
la **gauche!**

Contribution générale • Congrès du Parti Socialiste

Le choix de l'espoir

Février 2015

PS



Le choix de l'espoir

Le Congrès qui vient, si nous savons en faire un grand débat sur les idées et les choix, et non pas un rituel ou un affrontement, doit impérativement faire date.

La France doit trouver le bon chemin.

Face aux fractures de notre société toujours profondes, face aux souffrances et aux urgences sociales, face à l'ampleur de la déception de beaucoup parmi ceux qui nous ont fait confiance, nous devons décider du bon chemin pour la France et la gauche.

Les chocs économiques de la mondialisation avant et après 2008, les grandes transitions (numérique, écologique...) qui transforment tous nos modèles et nos vies quotidiennes, notre appréhension de l'épreuve du pouvoir, ont bousculé beaucoup de certitudes.

Les tragédies de janvier 2015, et surtout les rassemblements qui suivirent, nous obligent, à agir, et à ne pas subir. A imaginer, et à ne pas nous enfermer dans la routine du pouvoir. A dialoguer directement avec les Français, et non pas à leur imposer nos certitudes.

C'est donc l'heure des choix.

Le Parti socialiste doit faire des choix. Son unité est à ce prix. Seule

la délibération collective, éclairée et loyale, à l'écoute de la société, lui garantira de continuer son aventure historique au service de la République.

Car il y a bien aujourd'hui plusieurs options au sein de la gauche de gouvernement.

Qu'elles s'exposent, dans une joute sérieuse et fraternelle! C'est le prix de notre unité. Nous avons souvent désigné l'option social-libérale. Que ceux qui la croient utile au pays la défendent sans masque. Que ceux qui croient obsolètes -ou « passéistes » - les engagements de 2012 et le projet du Parti Socialiste à moitié respectés ou, en partie, oubliés s'en expliquent franchement !

La gauche ne doit pas agir à contre-emploi.

La course à la réduction des déficits a des conséquences concrètes sur la vie de nos concitoyens, entraînant des reculs de droits, des diminutions de protections collectives. Les aides aux entreprises, non ciblées et non conditionnées, n'ont pas démontré leur utilité. Financées par des efforts demandés aux collectivités territoriales et aux ménages, elles ont aggravé un sentiment d'injustice. L'extension du travail du dimanche et l'affaiblissement du droit du travail ne sont pas acceptables, et reposent sur des diagnostics erronés.

Nous voulons vivant ce débat, nous le croyons possible et même indispensable. Ce n'est pas un référendum ; n'en faisons pas non plus un simulacre, **mais une façon de décider ensemble, d'orienter clairement notre action au pouvoir, pour inventer l'avenir.**

Nous recherchons et défendons une politique efficace et juste...

Ce qui nous rassemble aujourd'hui peut réunir le Parti socialiste.

- **Nous proposons, pour l'avenir du pays une vision à la fois offensive, et fidèle à nos valeurs et nos engagements, pas une simple adaptation à une mondialisation sans principes.** La France gagnera non pas en s'affirmant comme un pays low cost, affichant le dumping social, mais par une élévation continue de la qualité de ses innovations, de ses produits et de ses services et par la construction patiente d'un nouveau mode de développement.

- Nous croyons toujours possible de **transformer la société, avec l'égalité réelle comme stratégie.** Nous défendons un **Plan République.** Pas de République sans services publics forts. On ne peut d'un côté magnifier le « bien commun » et de l'autre réduire les capacités de la puissance publique et les moyens de soutenir les actions citoyennes.

- **Nous savons qu'il y a pour l'économie, la redistribution, la fiscalité, toujours plusieurs politiques possibles,** en débat au sein du pays, et de la gauche. Nous récusons le verrouillage des esprits et la « pensée unique et magique », qui abîme notre intelligence collective et la recherche d'avancées concrètes.

- **Nous pensons indispensable de rassembler la gauche, car une division durable nous disqualifierait certainement, et éteindrait l'espoir de ceux qui**

attendaient tant de nous. Nous ne parions ni sur la fin du PS, ni sur un renversement d'alliance, mais osons un nouveau contrat de majorité.

- **Nous voulons pour notre parti, et tous ses militants, une sortie de cette longue séquence d'appauvrissement.** Faire un parti à la démocratie vivante où une nouvelle génération, partout, ait envie de s'engager.

Nous croyons ces choix plus que jamais à portée de main. Les Français ont montré leur envie de se mobiliser pour les valeurs de la République, pour la construction d'un avenir meilleur. Le contexte européen évolue, à travers les premières initiatives prises pour une relance en Europe, ou l'opportunité que constitue la victoire grecque de Syriza.

Notre démarche : Vive la gauche !

Depuis plusieurs mois, au sein du Parlement, du Parti Socialiste, dans le débat public, nous avons initié une démarche collective, fondée sur des analyses partagées. **C'est une première étape pour se rassembler.**

Mais Vive la gauche ! se veut surtout l'affirmation de la volonté et de la possibilité de nouvelles politiques, pour retrouver la confiance et l'adhésion de celles et ceux qui ont tant espéré dans la Gauche et dans le Parti Socialiste. Seule notre capacité à porter un projet mobilisateur, entraînant l'adhésion des nôtres et, plus largement, servant de levier au rassemblement de la Gauche, nous permettra de poursuivre dans la durée l'exercice des responsabilités du pouvoir. Notre Congrès peut donc être celui des possibles : ne gâchons pas cette occasion.

Sommaire

INTRODUCTION

1/ La Gauche, c'est l'avenir !

A. Après le 11 Janvier, être socialiste en France, c'est construire la République partout et pour tous

B. Face à l'impasse du néolibéralisme, la volonté d'un monde pour tous

1. La souveraineté des peuples confrontés aux « super-riches »
2. Stopper la catastrophe écologique
3. Faire autrement et le faire vite

2/ En France, renforcer la démocratie, rompre avec le social-libéralisme

A. Une démocratie à reconstruire

B. Une économie réelle au service des citoyens

C. Valoriser autrement la production et le travail

D. L'Etat et la puissance publique au cœur de l'avenir

1. Les services publics, un choix d'avenir...
2. La protection sociale au service des nouvelles conquêtes sociales du 21ème siècle
3. Émancipation et promesse républicaine : un soutien doit être réaffirmé à des politiques publiques essentielles
4. Agir dans le bon sens pour les territoires

E. Obtenir enfin une réorientation européenne

3/ Un programme d'action clair pour réussir le quinquennat

A. Un PS qui renoue avec l'esprit du Bourget, mène la bataille des idées et rassemble la gauche

B. Pour faire réussir le quinquennat : trois grandes réformes

1. Une réforme fiscale pour l'égalité
2. Investissements d'avenir : relancer l'activité et réussir la transition énergétique
3. Les banques au service de l'économie réelle

CONCLUSION

La Gauche, c'est l'avenir !

A. Après le 11 Janvier, être socialiste en France, c'est construire la République partout et pour tous

Les terribles attentats de janvier 2015 ont révélé les graves tensions de la société française. Si, d'un côté, des millions de Français sont descendus dans la rue pour défendre les valeurs républicaines, de l'autre, de larges pans de notre peuple se sentent au mieux indifférents, au pire, sans illusions. Dans les banlieues urbaines, le « péri-urbain » ou le monde rural, un sentiment profond de relégation et d'injustice forme le terreau des idéologies réactionnaires voire extrémistes, comme le nationalisme ou l'intégrisme religieux. Les grandes manifestations du 11 janvier sont une démonstration de l'attachement de nombre de nos concitoyens, malgré les difficultés de notre temps, à la liberté d'expression, à l'égalité des droits et à la laïcité. Les mots et l'attitude du Président de la République et du Premier Ministre ont fait écho à ce désir profond de réaffirmation de notre contrat social, et c'est essentiel. Mais ensuite ? Au-delà de la réaffirmation nécessaire de nos valeurs et de la prise de nouvelles mesures de sécurité qui ne doivent pas contredire ce qu'elles sont censées défendre, quelle doit être notre réponse au terrible défi de recréer un destin commun ?

On retrouve là un débat essentiel

entre la droite et la gauche.

Pour la droite, il suffit de réaffirmer avec autorité les valeurs démocratiques et de multiplier les mesures sécuritaires. Voilà qui répondrait à l'émotion. Que l'on nous entende bien, nous croyons au rappel des valeurs républicaines, au respect de la laïcité et à la nécessité de prendre la pleine mesure et d'affronter la dissémination du djihadisme. Mais nous savons que si la République n'est que cela, alors l'échec est programmé. Comme Jaurès devant Clemenceau, nous savons que deux conditions doivent être remplies pour que chaque habitant de notre pays se sente partie prenante de la société.

La première est que les grands principes républicains s'incarnent dans la réalité et ne soient pas que des fictions morales. Il faut donc concrétiser ce qu'est la liberté, la fraternité et surtout, l'égalité. Il y a dans notre pays une urgence et des souffrances sociales sur lesquelles nous n'avons pas encore su agir. Exclusion, chômage, précarité... sont le quotidien d'un trop grand nombre de nos concitoyens. Concrétiser la promesse républicaine pour celles et ceux qui en sont aujourd'hui à ce point éloignés doit être notre priorité incontestable. Chacun doit pouvoir, quelque soit son origine culturelle, sociale, son lieu d'habitation, son âge, espérer vivre et faire vivre de son travail, évoluer, se former. Chacun doit être certain que sa part de souveraineté,

de participation à la décision collective sont respectées. Il nous faut ainsi construire la République sur chaque territoire, pour chaque personne et ce, grâce à un Etat efficace, à des acteurs publics engagés.

La deuxième condition, et cela intéresse la gauche en premier lieu, est de comprendre et répondre à la profonde crise éthique que traversent nos sociétés. Alors que le discours décliniste prospère, interdisant tout avenir, le capitalisme d'aujourd'hui n'offre comme modèle de réalisation que la vulgarité télévisuelle ou la valorisation de la seule réussite matérielle. On ne peut pas fixer comme unique horizon aux 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme le « rêve » moralement contestable et matériellement irréalisable de devenir milliardaire. L'immense besoin d'idéal, de générosité, d'altruisme doit trouver d'autres perspectives. C'est à la gauche de réaffirmer que l'espoir de changer la société en donnant des perspectives à ceux qui en sont dépourvus est plus que jamais une nécessité.

Alors, il faut admettre les conséquences de cette analyse et réorienter en profondeur la politique gouvernementale. Après ce mois de janvier 2015, nul ne peut rester immobile. Le drame et la réaction de notre peuple nous y obligent. Rien ne peut être comme avant. Il nous faut donc hiérarchiser nos priorités en affirmant la centralité de l'autorité de l'Etat et du rôle de la puissance publique. Si tout ne se résout pas par l'augmentation des moyens financiers, leur réduction substantielle empêche toute ambition. Ainsi, il y a urgence à modifier notre politique budgétaire, arrêter les gaspillages inutiles dans une politique de l'offre mal conçue, ne plus attendre de l'étranger des investissements privés hypothétiques. **Il nous faut plutôt reprendre fermement notre destin en main en rompant avec une logique qui nous amène trop souvent à constater notre impuissance.**

Ce changement d'orientation politique est nécessaire mais a deux conséquences.

La première est d'entrer enfin de plain-pied dans le débat européen,

profitant d'un contexte nouveau (décision récente de la BCE, plan « Junker », victoire de Syriza en Grèce) pour trouver les alliés et mettre fin aux désastreuses politiques d'austérité, carcan rendant impossible toute politique intelligente.

La deuxième est de comprendre en profondeur l'impasse dans laquelle le néo-libéralisme mondial nous engage afin que les socialistes aient bien la claire volonté de l'affronter et non de s'en accommoder.

B. Face aux dégâts historiques du néolibéralisme, la volonté d'un monde pour tous

1. La souveraineté des peuples confrontée à la puissance des « super-riches »

A chaque époque, sa pensée économique dominante : dans le monde, c'est la vision néolibérale des sociétés et son diptyque fameux « plus de marché, moins d'Etat » qui semblent avoir déterminé nombre de choix politiques ces trente dernières années. Dans beaucoup de pays, on prétend aujourd'hui que, ni sur le plan économique, ni sur le plan social, l'Etat ne doit intervenir, laissant le champ libre au marché pour privatiser la santé, l'éducation, l'information, la culture, les transports...

Pourtant, le néolibéralisme nous a récemment donné la preuve de son caractère destructeur : par la libéralisation et la dérégulation financière, il a provoqué la crise des subprimes de 2008 et l'effondrement du système financier mondial entraînant l'une des plus grandes crises sociales, économiques, bancaires et monétaires qu'ait connue l'Occident depuis 1929. Loin de marquer une rupture face à ce modèle mortifère, les réponses apportées se sont pas inscrites dans le même paradigme : austérité et réformes structurelles, remboursement de dette insoutenable et saignée budgétaire...

Les pays du Sud de l'Europe ont ainsi dû se plier aux règles de la troïka, provoquant une véritable crise humanitaire. En France, la politique menée

n'a pu qu'amener à la marge la dynamique inégalitaire du néolibéralisme. Elle a même semblé parfois céder à certains de ses présupposés.

Dans l'ensemble des démocraties, en l'absence d'un compromis social à la hauteur des enjeux, le pouvoir politique a fait preuve d'impuissance devant les marchés, révélant une véritable crise de défiance envers la représentation politique.

Les nouveaux maîtres du monde se situent-ils désormais sur les places fortes des marchés plutôt que dans les urnes et les parlements nationaux ? Sommes-nous en train de créer une planète sur laquelle seule une minorité s'enrichit et décide tandis que la grande majorité manque de l'essentiel et subit ?

Structurellement, le néolibéralisme concentre les richesses et donc les pouvoirs entre les mains de quelques-uns. Dans cette confrontation durable, nous devons faire en sorte que le peuple exerce concrètement le pouvoir par le biais de ses représentants.

2. Stopper la catastrophe écologique

Le dogme néolibéral installe un nouveau désordre mondial, favorisant ainsi les théories du déclin, et les nouveaux obscurantismes.

Car la crise économique se couple d'une catastrophe d'un tout autre ordre et dont les conséquences pourraient être d'une gravité extrême : une catastrophe écologique et humanitaire.

En reposant sur un modèle de croissance fortement consommatrice d'énergies fossiles, notre organisation économique épuise les ressources de notre planète et provoque un dérèglement écologique dont nous ne mesurons pas suffisamment les conséquences économiques et sociales.

Les rapports du GIEC sont pourtant sans équivoque : d'ici la fin du siècle, la planète subira une augmentation de sa température de 2 à 6°C. A +2,5°C (projection pour 2040). Le dégel constitue une bombe à retardement qui libérera une quantité de gaz

à effet de serre susceptible de faire monter la température terrestre de plusieurs degrés. Si nous atteignons le seuil de +5°C (projection 2100) — c'est la température qui nous sépare de la dernière glaciation, il y a 40 000 ans —, les scénarii deviennent alors apocalyptiques : montée des eaux, inondation de littoraux, sécheresses ou pluies diluviennes, incendies, baisse de la productivité agricole, raréfaction des ressources en eau potable... Neuf catastrophes sur dix sont ainsi liées au dérèglement climatique et nul besoin d'aller regarder au-delà de nos frontières pour commencer à en éprouver les premiers signaux.

Les premières victimes de ce dérèglement climatique, nous les connaissons : les pays les plus pauvres de la planète, bien sûr, mais aussi, nos populations les plus fragiles. Ne nous y trompons pas : si nous ne réagissons pas très vite et ne parvenons pas à formuler un développement compatible avec notre bien-être, alors la ségrégation géographique, le chômage, la précarité du travail et toutes les exclusions s'aggraveront encore davantage à tous les niveaux de la société humaine.

Nous, socialistes français, pensons qu'il nous faut construire **une nouvelle pensée économique et sociale, plus juste, plus efficace et plus en phase avec les enjeux écologiques**. Sans se ranger derrière la théorie de la décroissance – qui pourrait mettre en péril des millions d'emplois – ni se contenter de la notion souvent floue de développement durable, nous devons être en mesure de promouvoir un nouveau modèle moins énergivore, plus sobre et source d'emplois.

3. Faire autrement et le faire vite !

Le tableau peut sembler noir mais les raisons d'espérer sont nombreuses. Les outils et les opportunités existent,

pour peu que nous ayons le courage de les expliquer. Jamais la population mondiale n'a été aussi éduquée, jamais le progrès technologique n'a été aussi rapide, jamais la somme des richesses créées n'a été aussi importante... Et jamais il n'a été aussi opportun de questionner nos indicateurs de croissance — le PIB en premier lieu — et penser une nouvelle redistribution des richesses qui intègre les enjeux climatiques et les défis sociaux et économiques.

Pour mettre fin à la concentration des richesses dans les mains des puissants, il nous faut d'abord réguler très fortement le capitalisme financier.

Demain, le secteur bancaire et financier doit ainsi être remis au service de l'économie réelle. De même, la mise en concurrence doit laisser place à une logique de coopération fondée sur la juste redistribution, l'égalité, la justice sociale et la démocratie. Elle doit être revue autrement qu'à l'aune du seul coût du travail pour s'attaquer avec force à la rente et au coût du capital. De la même manière, le scandale LuxLeaks est venu à nouveau rappeler que l'évasion et la fraude fiscale doivent être lourdement sanctionnées et les milliards d'euros cachés dans les paradis fiscaux remis au service de l'Etat. La « rente des frais bancaires », prélevés sur chaque client, doit être fermement plafonnée. Enfin, le rôle de la dépense publique doit être réhabilité et notre approche de la dette publique repensée : la dette publique est légitime dès lors qu'elle sert à financer l'investissement et le service public.

Pour faire autrement, et accomplir ce dessein, un chemin se dessine : celui de la transition écologique.

Formidable opportunité pour sauver au sens propre du terme les ressources de notre planète, elle consti-

tue également une réponse sociale, démocratique, culturelle et économique nouvelle, véritable alternative au modèle libéral en crise. Les investissements qu'elle induit — notamment par la rénovation du bâti — et la régulation qu'elle promet sont autant d'outils source de millions d'emplois et qui contribueraient également à diminuer notre dépendance énergétique, à rétablir notre balance commerciale, à repenser la pratique du pouvoir et à favoriser la réindustrialisation des filières délocalisées.

La question énergétique est loin d'être seulement une question économique. Elle est même d'abord politique : celui qui détient l'énergie, détient en grande partie le pouvoir. De ce point de vue, l'Europe subit une dépendance qui l'entrave et la désunit face aux grands enjeux géopolitiques.

Aussi, pour devenir un géant politique, l'Europe doit être indépendante énergétiquement. La transition écologique en est l'indispensable condition.

L'invention d'un nouveau modèle de développement, de production et de consommation, est un enjeu politique prioritaire pour la gauche. La tâche est difficile et les forces qui s'y opposent immenses. Mais face à l'enjeu, les socialistes ne peuvent pas pratiquer la complaisance ou la complicité. A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle : les socialistes doivent dès aujourd'hui rompre radicalement avec le néolibéralisme et imposer un nouveau paradigme.

En France : renforcer la démocratie, pour un nouveau modèle de développement

A. Une démocratie à reconstruire

La Vème République est à bout de souffle. Le Front National menace, nos institutions ne sont pas une aide, mais bien une des causes du problème. Nous n'acceptons plus les décisions centralisées au sommet de l'Etat sur des questions qui exigent, par efficacité, la délibération collective. Nous n'acceptons plus la relégation permanente du Parlement, au-delà de la lettre de la Constitution, entretenue par une injonction permanente invitant les députés de la majorité à voter les yeux fermés et à n'exercer leur droit d'amendement que dans les limites étroites concédées par l'exécutif.

La concentration excessive des pouvoirs entre les mains de l'exécutif accroît également le poids de la technocratie et des lobbys, produisant ainsi des politiques publiques qui deviennent « les seules possibles », mais ne répondent pas aux attentes des citoyens. Là réside une large part de l'explication des trois phénomènes qui caractérisent notre vie politique depuis 1981 : l'alternance systématique,

la montée de l'abstention, le poids du vote protestataire.

Aussi, bien au-delà d'un toilettage de façade, tel que celui de 2008, l'organisation de nos institutions doit faire l'objet d'un changement culturel majeur et de choix clairs.

Nous proposons de changer collectivement « l'imaginaire politique » de notre République en remplaçant sa fausse infaillibilité et les décisions « irrévocables » par des contrats de majorité collectivement négociés. Nous proposons de reconnaître que l'exercice de l'intelligence collective est plus adapté aux défis de notre société contemporaine que la pensée unique de quelques-uns.

Nous devons remettre en question tout ce qui affaiblit la démocratie : l'article 49-3 de la Constitution, le droit de dissolution et toutes les procédures qui affaiblissent nos délibérations et le Parlement (votes bloqués, irrecevabilité très contraignante des amendements, etc.). Le chef de l'Etat doit continuer à incarner l'unité nationale autour du régime républicain, ce qui

n'empêche pas son élection au suffrage universel à laquelle sont attachés les Français.

Corriger les défauts de la Ve République n'est pas suffisant, il faut aussi proposer des avancées démocratiques : l'engagement pris en 2012 de l'ouverture du droit de vote aux étrangers aux élections locales doit être tenu, le cumul des mandats dans le temps doit être limité et l'homogénéité sociale des représentants doit être combattue.

De multiples projets institutionnels traversent les formations politiques. Elles sont nombreuses à partager le souhait de voir évoluer notre République et d'impliquer l'ensemble des citoyens dans cette modernisation, qui pourrait se réaliser.

Ces perspectives de changement peuvent être ouvertes à droit constant dès les prochaines élections présidentielles. Point n'est besoin d'attendre ni le « grand soir » d'une crise sociale, ni la convocation problématique d'une assemblée constituante. Le ou la candidate à la présidentielle puis les candidats à la députation annoncent pendant la campagne, leur programme de changement institutionnel. Ainsi investis d'un mandat constituant et après l'approbation d'un projet de réforme sur lequel le Premier ministre a engagé sa responsabilité, les parlementaires consacrent une part de leur ordre du jour durant quelques semaines à la discussion d'un projet de loi constitutionnel.

Dans ce même délai, un comité d'une cinquantaine de personnes, allant des représentants de la présidence de la République à ceux d'associations spécialisées, en passant par des citoyens tirés au sort, forme, sous l'autorité du ou de la Garde des Sceaux, un Forum consultatif constitutionnel ouvert à l'interactivité citoyenne sur les réseaux sociaux. Une synthèse est faite entre le texte de l'Assemblée et celui d'un Forum largement ouvert. Un référendum (article 11) la ratifie ou non. A condition de les vouloir, les conditions d'un changement sont donc bien possibles sans circonstances exceptionnelles.

B. Une économie réelle au service des citoyens

Contrairement à ce que continuent de ressasser quelques commentateurs distraits, les socialistes français ont, depuis bien longtemps, pris en compte l'économie de marché. Néanmoins, l'ambition du Parti socialiste ne peut se limiter à atténuer les rigueurs d'une adaptation à la mondialisation libérale. Il doit résolument demeurer un parti de transformation sociale, capable d'entreprendre de grandes réformes lorsqu'il gouverne, pour réguler sérieusement le pouvoir de la finance, inventer un autre modèle de développement qui mette l'économie au service de l'humain, et favoriser une égalité réelle dans notre société.

Le tournant opéré par le pouvoir exécutif en matière de politique économique après les victoires de 2012 n'a jamais été débattu, et sur le seul terrain de l'efficacité, il ne cesse de surprendre. L'illustrent, par exemple, la timidité de la loi bancaire ou le renoncement à légiférer sur la rémunération des dirigeants. Mais il se manifeste avant tout dans les options budgétaires et fiscales. La politique de réduction des déficits, dont personne ne conteste l'objectif, est menée sans grande considération du contexte européen (risque de déflation, faible croissance, chômage de masse dans de nombreux Etats de la zone euro). Au point que le remède proposé nuit à la santé du patient. Malgré 50 milliards d'économies en trois ans, les déficits publics ne diminuent pas.

L'espoir d'une reprise de l'activité et donc, de la baisse du chômage, semble aujourd'hui reposer sur la recherche unique et permanente de la confiance des marchés. Le CICE, le pacte de responsabilité, la protection du secteur financier sont autant de mesures visant à rassurer les investisseurs et rendre l'économie française plus compétitive.

Alors que la déflation guette, menaçant l'Europe toute entière d'entrer dans une spirale infernale, alors que l'électorat déserte les urnes, scrutin après scrutin, nous souhaitons faire évoluer ces choix, en nous attaquant aux racines de la crise.

Le redressement de notre économie ne se fera pas sans une prise en compte de sa diversité. Aussi bien les multinationales, les PME, les entreprises publiques et les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ces dernières n'ont pas pour but de générer toujours plus de profit mais avant tout de fournir des biens et services utiles à leurs usagers, adhérents, membres ou clients. Elles ont en cela un rôle important à jouer dans la construction d'une pensée économique alternative. Elles reposent la question essentielle de la gouvernance des entreprises pour poser les choix stratégiques et répartir les produits de l'activité. Dans le même esprit, en prolongeant des propositions parlementaires récentes, nous souhaitons créer une responsabilité sociale des entreprises dans leurs relations d'affaires, en conduisant les multinationales française à un devoir de vigilance à l'égard de leurs sous-traitants à travers le monde.

Il faudra en outre s'interroger sur la pertinence de la croissance du PIB comme unique indicateur. Par nature, augmenter le PIB suppose de consommer plus et d'échanger plus même lorsque cela peut être absurde. Le système d'obsolescence programmée est caractéristique de cette obsession : il vaut mieux diminuer artificiellement la durée de vie d'un bien pour en vendre plus plutôt que de diminuer les ventes en améliorant la durée de vie des produits. Nous voulons que notre politique soit orientée vers la justice et la production de biens et services vraiment utiles. De nombreux autres indicateurs existent : taux de pauvreté, taux de chômage, taux d'alphabétisation... Nous travaillerons donc à la mise en avant de ces indicateurs pour répondre au mieux aux besoins réels de la société.

Dans l'immédiat, nous plaçons pour un retour à un rythme de réduction des dépenses publiques plus adapté à la conjoncture économique, le ciblage des aides sur les secteurs réellement exposés à la concurrence, la réutilisation des sommes correspondantes pour soutenir massivement l'investissement des collectivités locales, la consommation populaire et des programmes pour l'emploi des jeunes et des chômeurs de longue durée.

En lieu et place des corrections marginales et des improvisations brouillonnes qui caractérisent la politique fiscale actuelle en direction des ménages, **nous prônons la réhabilitation du rôle social redistributif de l'impôt**, à travers deux éléments fondamentaux : l'impôt doit être juste, et adapté aux situations des personnes ; il doit servir au financement de services et d'équipements collectifs utiles à tous. Vive la Gauche ! a fait de la tenue des engagements du Bourget en matière de réforme fiscale l'une de ses prises de position majeures. Nous plaçons pour la mise en place de la grande réforme fiscale annoncée avant 2012, **une réforme fondée en priorité sur la progressivité de la CSG**, qui permettrait à la fois de rendre durablement du pouvoir d'achat aux couches populaires et moyennes et d'avancer vers un système de prélèvements enfin juste. Nous souhaitons, à l'instar de Thomas Piketty, nous atteler à une réforme de la fiscalité du patrimoine, car c'est aujourd'hui au moment de la transmission des patrimoines que s'incrument le plus profondément les racines des inégalités sociales qui minent notre pays.

La priorité à l'investissement doit permettre la reprise de l'activité tout autant qu'elle doit préparer l'avenir. C'est l'un des piliers majeurs de la politique économique que nous appelons de nos vœux

D'une part, pour renouer avec la croissance et l'emploi, il est urgent de remédier au sous-investissement structurel dont pâtit le tissu économique français. Nous proposons donc de mobiliser une partie des sommes affectées au pacte de responsabilité directement à l'investissement et à la compétitivité hors-coût, en utilisant deux outils. Premièrement en fusionnant le CICE et le crédit d'impôt recherche (CIR) remplacés par un crédit d'impôt moins onéreux et ciblé sur les entreprises qui investissent. Il faut renverser la logique initiale en asseyant ce crédit d'impôt non plus sur les rémunérations et la masse salariale, mais sur les dépenses de celles-ci selon l'exemple du CIR. Deuxièmement, en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéficiaires réinvestis afin d'inciter à l'investissement et de décourager le versement de dividendes importants. Ces

mesures contribueront de manière beaucoup plus efficace au redressement productif de la France. Nous devons promouvoir, à travers une politique fiscale ciblée, « l'alliance des productifs ».

D'autre part, **la contrainte écologique doit être pensée avant tout comme une incitation à transformer notre économie.** La France et l'Europe, afin de privilégier les circuits courts, doivent réapprendre à produire. Plus que jamais, c'est à la puissance publique, à l'Etat comme aux collectivités territoriales, d'investir dans la rénovation thermique (le bâtiment étant le premier gouffre énergétique de notre économie), la mobilité (transports publics, mise en valeur du réseau ferroviaire...) et, bien sûr, la transformation progressive de nos modes de production d'énergie.

A l'inverse de la méthode retenue dans le cadre de la loi relative à la croissance et l'activité, la doctrine de la participation de l'Etat au capital des entreprises ne saurait être définie au coup par coup, en fonction de l'espérance de gains de court terme. **Il faut redéfinir les objectifs assignés à l'Etat actionnaire, en termes de développement de filières d'avenir, de régulation économique... Enfin, l'outil des nationalisations temporaires ne saurait être tabou :** nous maintenons qu'il aurait été très utile dans le cas du sauvetage d'entreprises comme Florange, ou pour renégocier les scandaleux contrats existant actuellement avec les concessionnaires d'autoroutes...

Se saisir de cette question, comme l'ancien ministre du Redressement productif avait su le faire avec son décret « anti-OPA » sur les secteurs stratégiques de notre économie, est également l'une des conditions d'un retour de la souveraineté économique, en se servant de la puissance publique non pas seulement pour réguler le marché, organiser les règles de la concurrence, mais bien pour agir directement sur le réel, permettre au politique de retrouver des instruments pour transformer le quotidien.

Soutenir directement l'activité, les entrepreneurs et les travailleurs quand le marché est défaillant, pour nous, c'est

aussi ça « aimer les entreprises ».

C. Valoriser autrement la production et le travail

En 2010, le Parti socialiste avançait l'idée d'une société du « bien-être » que nous opposons à celle du « tout avoir ».

Nous n'avons jamais été aussi productifs. Les progrès technologiques et scientifiques n'y sont pas étrangers, il est donc nécessaire de les intégrer dans un nouveau modèle productif, plus économe en énergie. Voilà l'opportunité que nous donne la révolution numérique, celle de répartir les moyens de production, à l'inverse de la logique néolibérale, en permettant à chacun de s'approprier ces technologies, les énergies renouvelables, ou de vendre ses services.

La société que nous voulons doit être également celle de l'innovation sociale. Si les pôles de recherche et d'innovation doivent être accompagnés, car ils permettront de lier les entreprises, les universités et les instituts de recherche en redonnant des moyens aux universités françaises, n'oublions pas les milliers d'initiatives qui existent sur nos territoires. Il faut accompagner le développement de l'économie circulaire, de l'économie sociale et solidaire et de toute la diversité des nouvelles formes d'échanges, plus respectueuses de l'Homme comme de l'environnement. Finalement, c'est à une société de la « décence commune » que nous aspirons, et pour laquelle nous nous battons.

Demain, le travail...

L'actuel débat sur le travail du dimanche nous l'a montré encore une fois, le travail est devenu la valeur de référence de nos sociétés, et, le chômage, une source de désespoir et de marginalisation. Nous sommes bien loin de la société du bien-vivre, de l'émancipation individuelle et collective, de l'idéal socialiste. Etre socialiste, c'est prôner une société où l'on réinvente la relation au travail et au temps libre. En ce sens, nous refusons de considérer que les politiques de réduction du temps de travail sont derrière nous.

L'identité même de la gauche est indissociable de la question du rapport capital/travail. **On observe pourtant trop souvent, y compris à gauche, une évolution conceptuelle qui assimilerait les entreprises à la vision de leurs dirigeants et non plus à un corps social, un collectif de travail où cohabiteraient l'approche et les intérêts des différentes parties prenantes, parfois convergents, parfois contradictoires.**

Nous refusons de considérer comme un dogme incontestable la vision selon laquelle la « modernité » signifierait invariablement l'amoindrissement des droits pour les salariés.

Nous croyons que le travail n'est pas un coût, mais le moyen de produire de la richesse. Nous constatons que les pays de la zone euro ayant les salaires les plus élevés sont aussi ceux ayant des balances commerciales positives. La compétitivité dépend aussi du coût du capital et d'une stratégie de réponse à des besoins de plus en plus pointus demandant technologies et savoir-faire.

Nous croyons que face à la course au moins-disant social qu'induit la mondialisation libérale, la possibilité de faire évoluer nos modèles par le haut existe : « montée en gamme », capacité à reconstruire de nouveaux compromis sociaux « gagnants/gagnants ».

Nous croyons aussi aux vertus d'un dialogue social constructif : celui qui permet de préserver la production industrielle de certains sites, fruit d'un accord des partenaires sociaux, plutôt que la délocalisation par décision unilatérale.

Ce que nous voulons, c'est nouer une relation partenariale nouvelle avec les producteurs sincères : dirigeants de PME, de groupes familiaux, patrons désireux de préserver l'emploi et le savoir-faire dans nos territoires, de protéger l'entreprise de la financiarisation et de promouvoir un pacte social équilibré en leur sein.

Nous croyons que le soutien des pouvoirs publics, financé par les contribuables, doit être conditionné à des engagements sur l'emploi, sa qualité, la formation profession-

nelle, à l'inverse même de la logique du pacte de responsabilité.

Nous pensons plus constructif de bâtir un système de sécurité sociale professionnelle pour protéger, requalifier et reconverter les salariés qui subissent des restructurations.

Nous pensons urgent que la puissance publique et les partenaires sociaux engagent une mobilisation massive contre la souffrance au travail, la prévention des accidents du travail – maladies professionnelles, les phénomènes de « burn out ».

Nous voulons enfin rappeler que c'est le code du travail qui établit un « Etat de droit » dans l'entreprise : c'est l'indice le plus fort du degré de civilisation au travail, du respect des humains au travail. Il ne faut pas détruire le code du travail mais le reconstruire - comme le préconisait le « projet socialiste 2011 ».

La protection des salariés est un droit de l'homme, elle doit être effective. Le contrôle du droit du travail et la sanction des infractions, contraventions et délits, doivent être renforcés. L'article 8 du préambule de la Constitution prévoit que: « Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises ». Les institutions représentatives du personnel doivent être renforcées et non pas affaiblies : elles contribuent à l'association des salariés à la bonne marche des entreprises. En Allemagne, c'est à partir de seulement 5 salariés que les comités d'entreprise sont obligatoires, et il ne semble pas que cela pénalise la compétitivité de notre voisin...

L'inspection du travail indépendante, territoriale, généraliste, prévue par la convention 81 de l'OIT doit être renforcée, pas affaiblie ni neutralisée. La médecine du travail doit être reconstruite et renforcée. La justice prud'homale doit être préservée, et bénéficier des moyens lui permettant d'être plus efficace.

D. L'Etat et la Puissance publique, agir pour l'avenir

Le défi de la réduction des inégalités,

de l'effectivité de la promesse républicaine pour tous les citoyens de tous les territoires, nécessite une intervention forte de la puissance publique et de l'Etat en particulier, qui doit jouer un rôle majeur en matière de prévention et d'intervention.

1. Les services publics, un choix d'avenir...

Garants d'égalité des droits comme de cohésion sociale, de la capacité d'une société à organiser des solidarités en son sein, tout à fait compatibles avec les exigences d'efficacité, les services publics sont indéniablement pour nous un choix d'avenir, et le travail de leurs agents doit être reconnu et encouragé.

... Pour l'égalité entre les territoires

Alors que les fractures territoriales ne cessent de se creuser, que l'on peine à penser au sommet de l'Etat une véritable politique anticipée et cohérente d'aménagement du territoire, les services publics demeurent un puissant vecteur d'égalité et de cohésion nationale.

Tenir la promesse républicaine en direction de la France « périphérique », ces espaces relégués, invisibles et oubliés, passe avant tout par l'implantation de services publics et d'équipements collectifs dans les territoires sous-dotés. Il s'agit de répondre au sentiment et à la réalité de l'abandon de quartiers populaires, de bourgs et de villes moyennes frappés par la désindustrialisation, ou de territoires ruraux en voie de désertification : la modernisation nécessaire des services publics ne saurait se réduire à un retrait pur et simple de ceux-ci dans les zones « non-rentables » et la recherche d'économies d'échelle doit rester subordonnée à une garantie de proximité et au principe d'égalité. Nous reprenons l'idée inscrite dans notre projet de « bouclier territorial ».

... Pour les promesses faites aux générations futures à travers l'école

Le gouvernement a mis fin à l'hémorragie organisée des effectifs dans l'Education nationale et a lancé la refondation de l'école. Il faut agir plus lar-

gement, dans le souci d'assurer l'égalité réelle, pour que, dans ces temps de crises, les Français, et particulièrement les plus modestes, puissent voir dans le système scolaire un levier pour prémunir leurs enfants du risque de déclassement social ou de décrochage, un outil d'émancipation et de mobilité sociale. Les moyens de la lutte contre le décrochage scolaire doivent être accentués. Les conditions de travail des enseignants et des équipes éducatives, de même que leurs conditions salariales, doivent être améliorées.

... Pour le droit de toutes et tous à la sécurité et à la protection

Puisque « l'insécurité est une injustice sociale intolérable qui touche les plus modestes, les plus âgés, les plus jeunes, les fragiles » (F. Hollande, discours du Bourget), nous devons afficher toute la fermeté nécessaire à l'égard de la grande comme de la petite délinquance. Pour ce faire, il apparaît nécessaire de privilégier la logique de « l'Etat préventif » : préférer la présence quotidienne sur le terrain aux interpellations spectaculaires, choisir la construction d'une relation de confiance et de respect avec la population, comme devrait le garantir le rétablissement d'une véritable police de proximité.

Les prisons ne doivent plus être le lieu de l'apprentissage de la grande criminalité. Nous devons, par étapes, nous donner les moyens d'appliquer la loi qui prévoit qu'il y ait une cellule par détenu. La sortie de prison doit être suivie afin de permettre une réelle réinsertion dans la société.

2. La protection sociale au service des nouvelles conquêtes sociales du 21ème siècle

Un changement de perspective du point de vue de la protection sociale et des droits sociaux est aujourd'hui nécessaire : il faut cesser d'aborder la question en termes de coût, pour réfléchir en termes d'investissement.

Il s'agit aujourd'hui de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse et durable d'investissement social. Santé, formation, accompagnement de

la perte d'autonomie, conciliation vie privée/familiale... Tous ces sujets sont concernés, et méritent une réflexion d'ensemble (et non pas branche par branche, ou projet de loi par projet de loi) sur l'évolution de notre système de protection sociale : financement, gouvernance, droits collectifs...

L'enjeu est bien de repenser notre modèle de solidarités collectives, garant de cohésion sociale. Il s'agit, à travers une protection sociale solide et efficace, de répondre aux défis économiques, sociaux et démocratiques de demain. Il s'agit enfin de ne pas renoncer au progrès, d'inventer les nouvelles conquêtes sociales du 21ème siècle, que la gauche doit porter et concrétiser.

Dans un premier temps, une stratégie d'investissement social beaucoup plus affirmée doit être mise en œuvre sur deux sujets spécifiques: l'accueil de la petite enfance, un enjeu majeur en termes de réduction des inégalités entre les enfants, entre les familles, entre les femmes et les hommes ; et la formation professionnelle, car l'élévation du niveau de qualification des salarié(e)s de notre pays est essentiel pour l'émancipation des personnes, comme pour la compétitivité des entreprises et la capacité de la France à faire face aux défis économiques mondiaux.

3. Émancipation et promesse républicaine : un soutien doit être réaffirmé à des politiques publiques essentielles

Des politiques publiques essentielles dans la période nous semblent devoir retrouver le premier rang parmi les priorités de la gauche au pouvoir.

La politique de la ville

Le violent diagnostic exprimé sur la situation de centaines de quartiers impose de mettre en réponse des politiques à la hauteur, pour agir durablement et efficacement contre le creusement des fractures sociales et géographiques. Ceci implique de faire respecter les obligations des élus en matière de construction de logements sociaux, mais plus largement, de mobiliser d'importants moyens, que ce

soit à travers les crédits spécifiques de la politique de la ville ou le droit commun, pour soutenir et développer les associations de quartier, les secteurs de la médiation sociale, de l'animation jeunesse ou de la prévention spécialisée. Enfin, des politiques de soutien aux initiatives locales, aux logiques d'« empowerment », sont indispensables pour en finir avec la relégation de certains territoires et les regards stigmatisants qui l'accompagnent.

La lutte contre les discriminations

Tenir la promesse républicaine pour toutes et tous, « casser les ghettos », nécessite impérativement la mise en place d'une véritable politique publique de lutte contre les discriminations, en renforçant les sanctions, et de s'assurer de son effectivité sur les territoires. Il faut tenir les engagements pris en 2012 et enterrés depuis, notamment en matière de lutte contre les contrôles au faciès. La re-création de la HALDE, supprimée par la droite, serait également un signe fort en la matière.

La culture

C'est dans les moments de crise que le besoin de culture prend une forme radicale, comme recours et comme riposte. Une politique ambitieuse de soutien à l'art, à la création, à la démocratisation culturelle, doit être repensée d'urgence : à travers notamment un plan de soutien à l'enseignement artistique, l'augmentation de la part de la richesse créée que l'on consacre à la culture, aux niveaux national et local, en consacrant à nouveau 1 % du budget de l'Etat au ministère de la culture et en garantissant aux collectivités territoriales les marges d'action nécessaires, en faisant de la réforme territoriale une chance pour la culture.

Agir pour la jeunesse

C'était l'une des priorités du quinquennat, et elle se révèle chaque jour davantage nécessaire. Les 18-25 ans sont la catégorie d'âge la plus touchée par la pauvreté : 22,5% contre 13,5 dans l'ensemble de la population. Un taux qui s'est considérablement accru ces dix dernières années. Un certain nombre de droits leur sont refusés, notamment l'accès aux minima sociaux (RSA socle et activité et CMU) avant 25 ans.

Il faut d'urgence des mesures pour agir contre la pauvreté et la précarité des jeunes, à l'heure où la « garantie jeunes » en est encore au stade de l'expérimentation.

Il faut réaffirmer l'entrée des jeunes dans le droit commun notamment par l'ouverture du RSA, dernier filet de sécurité, de la CMU aux moins de 25 ans, et de la fusion RSA-PPE.

C'est par des mesures générales que l'on améliorera la situation des jeunes : emploi et lutte contre la précarité, mobilisation pour le logement...

Plus que la proposition difficile à mettre en œuvre, et discutée, d'un service national obligatoire pour réconcilier les jeunes avec la République, la valorisation de l'engagement volontaire que pratiquent déjà nombre d'entre eux, l'accès à de nouveaux droits, la possibilité de permettre la pratique concrète des valeurs républicaines, l'accès à l'autonomie, permettront de faire toute sa place à la génération de demain, d'œuvrer à la cohésion sociale.

4. Agir en renfort pour les territoires

Poser la question de la puissance publique implique de traiter de la question de la décentralisation, et des compétences dévolues aux différentes collectivités. En ce sens, il nous semble essentiel de :

- réaffirmer le rôle des élus locaux comme interlocuteurs de proximité, en première ligne pour agir contre la crise démocratique, pour réhabiliter l'action politique.

- en finir avec la politique de baisse des dotations aux collectivités locales, incompatible avec le remaillage du territoire. Si une réflexion sur la meilleure manière de faire de la péréquation entre collectivités est indispensable, les coupes imposées doivent impérativement cesser, car elles n'auront comme conséquences qu'un recul des droits de nos concitoyens sur les territoires, un affaiblissement des protections collectives, une baisse des investissements et donc une absence de création de nouveaux équipements publics.

- La question de la répartition des compétences aurait dû se faire en amont du redécoupage des régions et de la modification des modes de scrutin : elle doit à présent se traiter en partant des objectifs assignés à chaque politique publique, aux moyens nécessaires pour les atteindre, et pas en fonction d'intérêts corporatistes locaux.

E. Obtenir enfin la réorientation européenne

Ces vingt dernières années, les promesses non tenues et le non-respect du vote citoyen ont miné l'adhésion populaire à la construction européenne. Redonner du sens à l'Europe et repenser la démocratie européenne sont aujourd'hui une obligation pour toutes celles et ceux qui croient en un destin et un projet commun.

Les élections européennes de mai 2014 ont vu la progression inédite des forces nationalistes et europhobes en Europe et singulièrement en France, où le Front National est arrivé en tête. Ces résultats appellent un sursaut idéologique de la part des sociaux-démocrates européens, et du PS en premier lieu, une prise de conscience de nos propres faiblesses stratégiques dans le débat européen et une réaffirmation de propositions concrètes pour redonner de nouvelles perspectives à la construction européenne.

Nous considérons qu'une occasion s'ouvrait au printemps 2012 : quelques jours après l'élection de François Hollande à la Présidence de la République, nous avons alors le rapport de force et la légitimité nécessaires pour engager une confrontation avec la droite européenne sur la renégociation du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG). Cet épisode manqué a conduit à amplifier l'application de règles budgétaires absurdes qui contraignent aujourd'hui les Etats à appliquer mécaniquement et simultanément les restrictions budgétaires, étouffant par là-même toute perspective crédible de reprise de l'activité.

Si nous n'engageons pas sérieusement la bataille des idées face aux conservateurs, nous porterons une responsabi-

lité incontestable dans l'effondrement du projet européen. Sur le plan politique, la confusion répétée entre socialistes et conservateurs mine notre crédibilité à incarner aujourd'hui une politique progressiste. Les électeurs l'ont fait savoir en Grèce avec la victoire de Syriza et l'effondrement du Pasok. Un scénario similaire pourrait se produire en Espagne. En France, la demande de protection s'exprime chaque jour un peu plus au travers de la démobilisation de nos électeurs, et d'un vote de repli incarné par le Front National.

Seul le rassemblement des socialistes, des écologistes, de la gauche prête à prendre ses responsabilités, nous permettra d'impulser une dynamique progressiste en Europe. Mais la condition de ce rassemblement sera notre capacité à définir un projet ambitieux face au néolibéralisme.

Nous considérons que l'Union européenne doit cesser d'être un espace de mise en concurrence exacerbée des travailleurs, des systèmes de protection sociale et du droit du travail. L'Union européenne doit être le lieu vivant de coopérations entre ses Etats membres et de progrès sociaux partagés au profit de ses citoyens.

Si nous acceptons l'intégration économique et sociale de l'Union européenne, nous estimons que la crise appelle des propositions fortes pour redonner un sens au projet européen partagé par ses 500 millions de citoyens. C'est pourquoi nous proposons :

- de modifier les règles du pacte de stabilité européen, pour en faire un outil au service de l'emploi et de la croissance. Les dépenses représentant un investissement dans des secteurs d'avenir (cofinancement au titre de l'utilisation des fonds structurels, mise en œuvre de la stratégie de croissance et d'emploi EU2020) devraient être exclues du calcul du déficit public,

- d'accélérer la lutte contre l'évasion fiscale intraeuropéenne (échange automatique d'informations entre administrations fiscales, interdiction des «tax rulings», fiscalité numérique européenne), afin de faire prévaloir un principe simple: l'entreprise doit ver-

ser ses impôts là où elle effectue réellement son activité. L'harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés doit devenir réalité,

- La taxe sur les transactions financières (TTF) doit être introduite dès 2016 et concerner l'ensemble des produits dérivés. Le produit de cette taxe pourrait notamment être affecté au financement du Fonds pour le climat et faciliter les discussions en vue de la conférence internationale sur le climat de décembre 2015 organisée à Paris,

- La réforme bancaire doit être poursuivie à l'échelle européenne en introduisant une séparation réelle des activités utiles au financement de l'économie de celles purement spéculatives.

A l'instar de la proposition faite depuis quelques années par le nouveau ministre des finances grec, la Banque Centrale Européenne doit prendre en charge la recapitalisation des banques privées en cas de défaillance : ce n'est pas aux Etats de le faire en alourdissant leur dette nationale.

-Enfin, un gouvernement économique et social de la zone euro doit être institutionnalisé afin de réduire les divergences croissantes entre Etats membres. La pleine et entière légitimité démocratique de ces décisions à travers l'association étroite des parlements nationaux et du Parlement européen est une condition indispensable à l'efficacité de la coordination économique, sociale et budgétaire. **A l'inverse du TSCG qui nationalise les objectifs, l'Europe doit chercher un équilibre global de la zone et mieux répartir les bénéfices de l'Union.**

Un programme d'action clair pour réussir le quinquennat

A. Un PS qui renoue avec « l'esprit du Bourget », mène la bataille des idées et rassemble la gauche

Le PS semble tétanisé depuis l'alternance. Principal et presque solitaire soutien du gouvernement, il ne sait ni transmettre les aspirations de nos concitoyens et donc orienter la politique gouvernementale, ni expliquer une politique à laquelle s'identifie difficilement une grande partie des militants et responsables.

Soyons justes, entre 2012 et aujourd'hui, le PS est passé de l'appui inconditionnel à la politique de l'exécutif à une plus juste distance. Mais celle-ci se résume souvent à amender à la marge des orientations que le parti ne choisit pas.

Certes, la place d'un parti au pouvoir sous la Vème République est toujours difficile, et cette situation s'est aggravée avec le quinquennat et l'idée que l'élection des députés procède exclusivement de celle du Président de la République. Certes, l'orientation libérale assumée par certains ministres, les contradictions européennes et le seul discours de l'« offre » obligent à des tensions permanentes entre les discours et les actes. Pourtant, le Parti peut et doit jouer un rôle majeur, à la

fois dans la réorientation nécessaire de la politique gouvernementale, et dans le combat culturel et idéologique face à la droite et au FN.

Le PS doit d'abord clarifier ce qu'il entend faire pendant les deux prochaines années de mandats présidentiel et législatif. Et pour cela, aux côtés du groupe parlementaire, il doit être exigeant. Oui, il faut réduire la distance qui existe entre le programme gouvernemental et celui du Parti, comme celui de la campagne de 2012. **L'Assemblée nationale n'est pas une chambre d'enregistrement, mais bien la dépositaire de la souveraineté nationale.**

La réorientation de notre politique a aussi portée stratégique. **C'est à cette condition qu'il nous sera possible de rassembler à nouveau l'ensemble de la Gauche dans un nouveau contrat de majorité,** sans lequel aucune victoire politique, idéologique, culturelle ou électorale – aux élections régionales comme aux élections de 2017 – n'est possible.

Le Parti Socialiste doit être aux avant-postes du combat pour l'hégémonie de la gauche.

Pour cela, il doit profondément changer et dépasser sa simple fonction de « machine électorale » pour se muer

en un lieu vivant de production et d'action, un « parti-mouvement » qui articule en permanence critique radicale de la pensée libérale ou conservatrice, et travail avec l'ensemble de ceux qui agissent : citoyens, syndicats et associations.

Il nous faut retisser les liens avec les intellectuels, pas seulement pour consultation mais bien pour co-élaboration.

Oui, il nous faut remettre notre Parti debout, rénover son organisation, notamment territoriale, et ses pratiques. Mais sa force viendra aussi de sa capacité à former les militants. **Chaque adhérent doit pouvoir avoir accès aux moyens de mieux comprendre pour pouvoir mieux agir.** Le Parti doit être un espace d'éducation populaire permettant à chacun, quel que soit son héritage ou son rang, d'apprendre, de créer et surtout de décider.

Le PS doit préparer les échéances de demain et savoir créer les conditions du rassemblement de la gauche, à commencer par le choix démocratique du candidat à l'élection présidentielle. Nous l'avons dit, la politique gouvernementale est un obstacle sérieux pour unir notre camp contre les droites. Se faire entendre de l'exécutif est donc une nécessité mais ne suffit pas. Il faut également savoir élaborer avec nos partenaires les grandes propositions d'une gauche de gouvernement. Sans rien abdiquer de ce qu'est notre projet, sachons écouter et même parfois entendre...

B. Se concentrer sur trois grandes réformes

A deux ans des prochaines élections présidentielles, tout reste encore possible. Ce temps est suffisant pour renouer avec les engagements pris devant les Français.

Des propositions alternatives existent et Vive La gauche! en a déjà formulé bon nombre : contribution aux Etats-Généraux du Parti Socialiste, « Nos réformes structurelles » (document à retrouver <http://www.vivelagauche.fr/2015/01/nos-reformes-structurelles/>), etc. Elles se distinguent, par leur nature et leur ampleur, des projets d'inspiration libé-

rale, qui se polarisent essentiellement sur la réduction des budgets publics et entraînent l'affaiblissement des droits des salariés. Ces réformes attaquent à la racine les difficultés du pays, les obstacles au financement des entreprises, les retards des investissements de transitions, et portent une ambition de transformation.

L'orientation est claire : régulations ciblées, intervention stratégique de la puissance publique, investissement durable dans des secteurs clés, vecteurs de relance économique et cohésion sociale, au service d'une société plus juste, plus écologique.

Le Parti Socialiste doit maintenant reprendre l'initiative politique. Avant la reprise de la session ordinaire d'octobre 2015, trois mesures, jusqu'alors mises de côté ou minorées doivent être remises à l'ordre du jour et débattues.

1. Une réforme fiscale pour l'égalité

Cette mesure de justice fiscale permettrait de rendre, de manière substantielle, du pouvoir d'achat aux catégories populaires et moyennes sans accroître le déficit public : à titre d'exemple, avec cette réforme, un couple marié, rémunéré au SMIC, avec deux enfants à charge, verrait son pouvoir d'achat augmenter de près de 75 euros par mois.

Rendre la CSG progressive constituerait un engagement fort du Gouvernement en faveur d'une politique juste qui produise des effets réels et rapides sur la fiche de paye, tout en réduisant les inégalités.

Il s'agit d'une première étape vers la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG en un grand impôt citoyen progressif.

2. Investissements d'avenir : relancer l'activité et réussir la transition énergétique

Pour renouer avec la croissance et l'emploi, il est urgent de remédier au sous-investissement structurel dont pâtit le tissu économique français. Nous proposons donc de mobiliser une partie des sommes affectées au

pacte de responsabilité directement à l'investissement et à la compétitivité hors-coût.

Le CICE doit être remplacé par un crédit d'impôt moins onéreux et ciblé sur les entreprises qui investissent. Il faut renverser la logique initiale en assurant ce crédit d'impôt non plus sur les rémunérations et la masse salariale, mais sur les dépenses de celles-ci selon l'exemple du crédit d'impôt recherche (CIR). Dans un deuxième temps, les deux dispositifs, CICE et CIR, devront fusionner.

Comme nous l'avons proposé dans notre plateforme « Nos réformes structurelles », des investissements durables dans des secteurs-clés, notamment en vue de poursuivre et d'amplifier la transition énergétique, seront vecteurs de relance et de cohésion sociale.

3. Les banques au service de l'économie réelle

La crise financière de 2008 a démontré l'insuffisance de la régulation du secteur financier et des pouvoirs des autorités de supervision. La nature particulière du secteur financier, dont dépendent les autres secteurs de l'économie, justifie une régulation offensive et un contrôle démocratique renforcé sur ses activités.

Si des réformes ont été engagées pour limiter les risques systémiques, nous sommes encore bien loin du point d'arrivée : un secteur financier efficacement régulé ayant pour objectif de financer l'économie réelle.

Dès lors, la poursuite de l'effort de régulation du secteur financier doit déterminer des objectifs clairement identifiés et affirmés, à inscrire dans le code monétaire et financier : renforcer la protection des consommateurs, réduire les pratiques spéculatives notamment par la séparation réelle des activités bancaires, lutter contre les paradis fiscaux et réglementaires, et financer l'économie des territoires.

Conclusion

Faire le choix de l'espoir, parce que c'est vital pour la gauche. Mais surtout parce que nous le pouvons !

Margaret Thatcher disait qu'il n'y avait qu'une seule politique possible : la révolution néo-libérale. Presque trente ans après, tous les rêves de mondialisation dérégulée « heureuse » se sont fracassés face à la réalité : augmentation considérable des inégalités, crise écologique, attaques contre la démocratie.

Partout le libéralisme autoritaire est contesté. Partout la course de vitesse entre les réactionnaires, tenants de valeurs inégalitaires, et les progressistes, porteurs d'émancipation individuelle et collective, est lancée. L'absurdité imposée par la droite en Europe commence enfin à vaciller. Les présupposés mêmes du capitalisme libéral sont chaque jour remis en cause. Et les socialistes français dans tout cela ? Au moment où les faits leur donnent raison, seront-ils timides ? Impressionnés par la rhétorique de leurs adversaires ? Les derniers convertis à un libéralisme vieil-

lissant et dépassé ?

Leur place n'est pas là ! Les socialistes doivent reprendre confiance en ce qu'ils sont et ce qu'ils croient : leurs valeurs sont celles du monde qui vient.

Mutualisation, coopération, usages et biens communs, voilà ce qui partout émerge. Le marché ne peut pas tout. Alors, le Parti socialiste doit agir pour convaincre, pour réorienter la politique menée. Celle-ci divise ceux qu'elle devrait unir et jette dans le scepticisme ceux qui devraient la soutenir. Ne parions pas simplement sur la faiblesse de nos alliés, la division de nos adversaires et l'obligation de l'unité face à l'extrême-droite. Soyons à la hauteur de ce que nous sommes, comprenons les opportunités du monde qui vient, repassons à l'offensive !

C'est le sens de ces analyses et propositions, c'est le sens du rassemblement qui les permet, c'est le sens de ce que nous porterons lors de ce congrès pour que, plus que jamais, Vive la gauche !

Le choix de l'Espoir, contribution de Vive la gauche ! présentée par ses premiers signataires :

Libia Acero-Borbon, Paul Alliès, Pouria Amirshahi, Patrick Ardouin, Arlette Arnaud-Landau, Guillaume Balas, Serge Bardy, Laurent Baumel, Philippe Baumel, Laurent Beaud, Marie Bidaud, Kheira Bouziane, Henri Cabanel, Fanélie Carrey-Conte, Nathalie Chabanne, Pascal Cherki, Rémi Demersseman-Pradel, Jérôme Durain, Henri Emmanuelli, Anne Ferreira, Aurélie Filippetti, Gérard Filoche, Daniel Goldberg, Linda Gourjade, Sandrine Grandgambe, Jérôme Guedj, Edith Gueugneau, Benoît Hamon, Liem Hoang-Ngoc, François Kalfon, Chaynesse Khirouni, Marie-Noëlle Lienemann, Frédéric Lutaud, Emmanuel Maurel, Jonathan Munoz, Philippe Noguès, Christian Paul, Thomas Petit, Patrice Prat, Barbara Romagnan, Gérard Sébaoun, Suzanne Tallard, Jean-François Thomas et Eric Thouzeau.